

Un 3^e Millénaire éthique et politique est-il possible ?

Pistes pour une interrogation prospective

Sams Dine SY¹

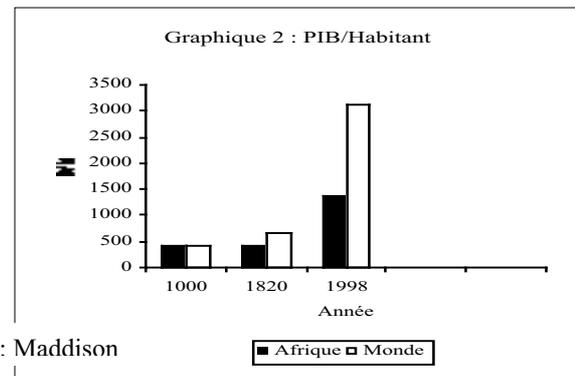
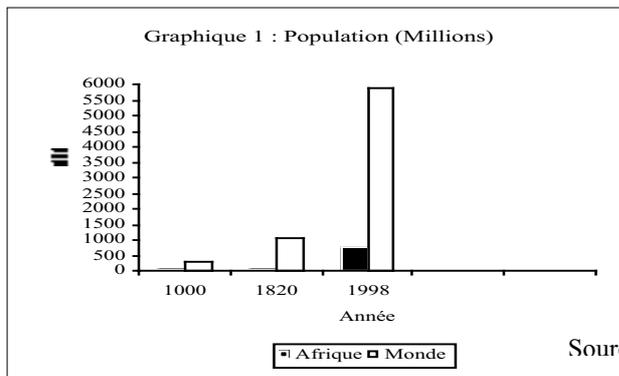
"Les hommes courageux agissent pour l'amour du bien, quoique la passion opère en même temps en eux ; les bêtes sauvages, au contraire, sont poussées par la souffrance, à cause par exemple d'une blessure reçue, ou par peur"
Aristote ; Ethique à Nicomaque

Dans une perspective millénaire, la globalisation est d'abord celle de la terreur et la violence. La guerre contre l'Afrique en a été la principale modalité avant d'être poursuivie à l'échelle mondiale (section 1). S'agit-il d'une tendance lourde et persistante qui se poursuivra au cours du 3^e Millénaire ? Questionner la globalisation dans ses manifestations à cet horizon, nécessite la construction de scénarios. Après avoir fourni quelques éléments de méthodologie prospective, on procèdera à l'identification des exigences majeures du 3^e Millénaire au plan économique, politique, scientifique et éthique, en questionnant le développement mondial inégal, la gouvernance globale, l'humanité et le droit qui l'accompagne et le fossé des connaissances scientifiques (section 2). En guise de conclusion, des scénarios globaux seront esquissés afin d'ouvrir la voie à la réflexion sur la vision prospective pour un 3^e Millénaire qui rompt avec les règles du jeu de la globalisation, les règles politiques et sociales qui en découlent et le rituel de la violence et de la terreur qui en constitue les forces de rappel.

1. La Terreur et la Violence : Forces de Rappel de la Globalisation

Reconstruire le scénario du 2^e Millénaire

L'un des plus importants conflits du 2^e Millénaire a eu lieu en Afrique. Du fait de sa durée, de sa nature, et de ses motivations, ce conflit peut être qualifié de multi-séculaire, d'asymétrique, et de tentative systématique pour imposer des valeurs et s'approprier des ressources stratégiques. Ce conflit est multi-séculaire parce qu'il s'est déroulé sur quatre à cinq siècles et asymétrique en ce qu'il a mis face à face, des agresseurs, en l'occurrence, certains Etats européens à des populations structurellement agressées sur toute l'étendue de l'espace africain. Un phénomène aussi singulier mérite d'être souligné, surtout à l'heure où une coalition globale d'Etats se met en place pour combattre des réseaux criminels, avec de sérieux risques d'extension et d'exportation dans un continent considéré comme une zone de non droit et perméable à toutes sortes d'influences. Aussi, il importe avant toute chose de reconstruire le scénario du Millénaire qui a mis l'Afrique, hors jeu et de caractériser la dynamique de la globalisation, afin de tirer les leçons du passé.



¹ Consultant en Prospective Internationale et Analyse de Politique.

Ancien Conseiller en Prospective de la Commission Indépendante pour l'Afrique et le Millénaire (PNUD RAF 98/010) et Conseiller en Prospective Stratégique de l'Association des Universités Africaines

Depuis le début du 2^e Millénaire, le scénario du développement mondial se présente comme le produit d'une course effrénée au leadership entre régions, continents et pays. Cet épisode aurait été marqué par la multiplication de la population mondiale et du PIB mondial respectivement par 22 et 300 (Graphique 1). Mesurée par l'augmentation de la population, par l'amélioration de l'espérance de vie et par la croissance du revenu, du produit et de la productivité, le développement mondial aurait été lent, régulier, avec des écarts raisonnables entre les différents espaces mondiaux, jusqu'en 1820 (Graphique 2). L'évolution serait devenue fulgurante, irrégulière et surtout marquée par des écarts abyssaux depuis cette date entre l'Afrique, berceau de l'humanité, et les Etats-Unis, dernier empire mondial. L'écart de revenu est de 20 contre 2 entre, d'une part le groupe constitué par l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, l'Australasie et le Japon et d'autre part, le reste du monde.

L'Afrique a donc été marginalisée jusqu'au début du XIX^e siècle, puis déconnectée au cours du XX^e siècle, avant d'être exclue du système mondial, depuis les années 70. Aussi, les perspectives de rattrapage semblent incertaines, depuis que la tentative des pays d'Asie à émerger, a été contrebalancé par la récession mondiale, l'extension de la misère, de la peur et de la dangerosité de la planète, toutes choses que les attaques du 11 septembre ont accentuées.

Guerre contre l'Afrique

Les bouleversements que l'Afrique a connus au cours du 2^e Millénaire sont multiformes et complexes et d'une ampleur sans seconde, sur un espace de cette dimension. Ce Millénaire a été sans contexte celui de la mise en place d'un système global de négation d'une partie importante de l'humanité faisant de l'Afrique un continent à la traîne. Face à la nature inextricable des causes de rejet du continent à la marge de l'humanité, il importe de jeter un regard sur le contexte socio-politique, marqué par des violences et des brutalités massives et la forme de globalisation qui en a résulté. Au cours de ce millénaire, une véritable "Guerre contre l'Afrique" a été menée, après que les plus grands penseurs de l'époque et les spécialistes des "sciences d'outre-mer", l'ait érigé en théorie scientifique. Cette démarche servait de justificatif à l'usage systématique de la violence et de la terreur contre les Africains et les biens qui leur appartenaient, au nom d'une doctrine dans laquelle, le pouvoir religieux, militaire, politique, financier, techno-scientifique devait relever d'un monopole exclusif de l'*Hégémon*. La détention de ce monopole permettant, d'une période à l'autre, d'absoudre des péchés, d'exploiter dans l'impunité, de décider sans rendre compte, de donner après avoir tout pris, d'annuler des dettes qui ont été remboursées et d'innover sans partager.

Il existe une continuité avérée entre les mécanismes suivants qui ont successivement été mis en place et contribuent à faire de la globalisation une force négative :

- la traite négrière transatlantique ;
- la colonisation qui en a été la continuation par d'autres moyens ;
- la fragmentation du continent pendant toute la période post-coloniale ;
- la dévalorisation systématique des ressources naturelles et humaines de l'Afrique par le biais du système d'échange inégal ;
- le système de l'endettement et de l'aide au développement ;
- l'isolement du continent par la médiatisation de la pauvreté de ses populations, la prévalence de maladies incurables, l'absence de passé et d'avenir ;
- la dépossession de ses populations de tous les attributs de la dignité, de tout sens de responsabilité et d'organisation.

Il s'agit en fait d'une tendance lourde - multi-séculaire - de dégradation continuelle du potentiel économique de l'Afrique et d'affaiblissement progressif de l'autonomie individuelle et collective des Africains, dont les effets ultimes ont été la perte des qualités indispensables à l'expression de soi et à la participation active à l'évolution mondiale.

Le système global s'est aussi présenté sous diverses formes, allant de la ségrégation raciale aux travaux forcés, en passant par l'économie de traite et l'expatriation des cerveaux africains. En outre, le processus à l'œuvre tend à généraliser à toute l'humanité, l'usage de la violence et de la terreur qui était réservé à l'Afrique au cours des siècles passés depuis le XX^e siècle (Tableau 1). La caractéristique majeure de ces forces de rappel est d'accroître le système négationniste des siècles précédents par l'exclusion de l'Afrique de tous les bénéfices accumulés. Enfin, il a réussi à porter la guerre à son zénith, à ériger le vol, la prédation, les trafics en tout genre, en principe économique et à multiplier les actes désespérés.

Lieu	Morts (millions)
Péninsule eurasiatique	101,5
Chine	49,1
Autres Asie	13,5
Autre (Mexique)	1,4
Source : DeLong	

L'une des conséquences les plus visibles de la généralisation de la violence et de la terreur a été de masquer l'importance de la contribution unique de l'Afrique au triomphe du modèle occidental. Cette contribution est impossible à évaluer dans l'état actuel des données disponibles. En retour, l'Afrique a été systématiquement exclue des bénéfices du progrès et de la croissance exponentielle qui a jalonné le XXe siècle.

Malgré l'ampleur des agressions contre l'Afrique et les Africains où qu'ils se trouvent, aucun pays africain n'a déclaré la guerre ou commis une attaque contre une ex-puissance coloniale ou une puissance mondiale, sur son sol. Cela n'a pas empêché les ex-puissances coloniales et puissances mondiales de maintenir leur hégémonie sur l'Afrique, en s'arrogeant un poids exorbitant dans les institutions internationales, comme s'il allait de soi que les personnes les plus riches de leur pays devraient disposer obligatoirement d'un droit de veto au sein de leur Parlement ou Gouvernement. Il en est ainsi surtout pour les institutions financières internationales et régionales qui, face à l'ampleur des problèmes de l'Afrique, montrent leurs limites car n'ayant pas été conçues avec des objectifs et des moyens adaptés pour y faire face.

2. Le 3^e Millénaire en perspective

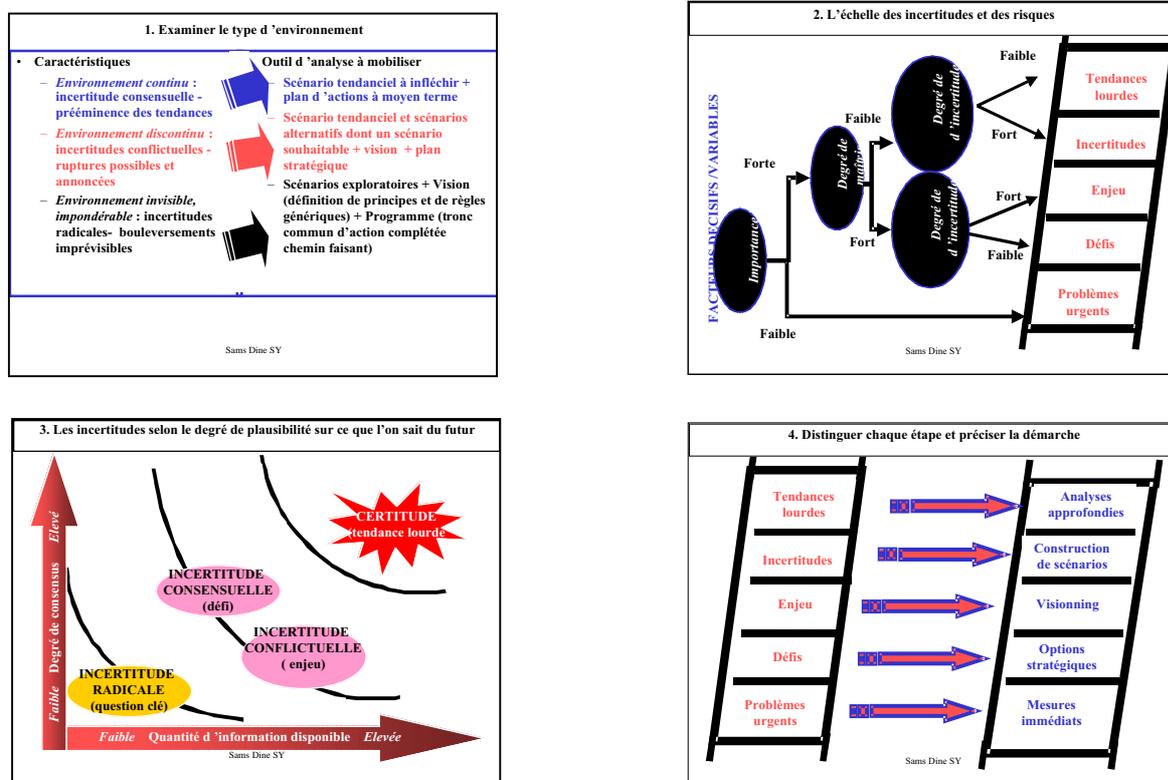
Construire l'échelle des exigences majeures et celle des réponses

L'usage de la violence et de la terreur, en se généralisant y compris contre les attributs de la première puissance mondiale, le 11 Septembre 2001, crée les conditions de valorisation des principes de sagesse et de tolérance qui caractérisent l'Afrique. Une telle valorisation ne doit cependant être envisagée qu'à l'horizon du millénaire, compte tenu de ce qu'il a bien fallu cinq siècles de terreur et de violence pour réduire le continent à l'état de *Terra incognita*. Cet horizon s'impose aussi parce qu'à titre de comparaison, l'Europe s'est construit autour des linéaments d'un programme qui avait été défini dès le XVIe siècle et qualifié à posteriori d'ordre westphalien/européen, puis d'ordre mondial/occidental. Ce programme a influencé le monde entier pendant les quatre cents dernières années avant que l'explosion technoscientifique qui a lieu depuis trois décennies remette en cause tous les piliers sur lesquels reposait l'ordre mondial qui a été patiemment mis en place au cours des siècles précédents. Les contours du nouvel ordre mondial qui en sortira constituent encore un sujet de controverse. La réflexion autour d'un autre programme mobilise déjà la communauté des futurologues et des cliomètres, les plus grands penseurs, experts, décideurs, sages et *think tank* du monde. Les éléments du futur programme, présenté déjà comme étant œcuménique, sont déjà connus parce qu'il est attendu que toutes les cultures y contribuent. Cependant, dans la pratique, toutes les puissances mondiales et régionales tendent à imprimer leur marque. Chacune d'entre elles voit la Renaissance à sa porte et les candidats au leadership sont nombreux. Les exercices de réflexion prospective se multiplient ces dernières années tant au niveau continental, que régional et national, pour relever ce défi. Il importe aussi de disposer d'une méthodologie permettant de classer les exigences majeures du monde, de l'Afrique, de l'humanité à l'horizon du Millénaire.

Les cadres méthodologiques disponibles traitent généralement l'environnement interne et externe à partir d'une hypothèse – généralement ad hoc - sur son caractère continu ou discontinu afin de disposer d'un scénario normatif au besoin encadré de variantes. Outre que ces démarches sont réductrices, elles aboutissent le plus souvent à une confusion entre cette hypothèse et les conclusions qu'on peut en tirer afin "de dire au commanditaire de l'exercice ce qu'il veut entendre". Elles ne tiennent pas compte du caractère ouvert du futur ce qui autorise l'avènement d'événements absolument imprévisibles. La méthode la plus adaptée consiste dès lors à explorer les futurs à l'aide d'une échelle sur laquelle sont classées les exigences majeures du Millénaire afin de disposer d'une échelle de réponses (Graphique 3).

L'idée de base consiste à montrer que la quête d'une vision prospective appelle l'abandon des démarches de planification du développement ou de planification stratégique qui collaient avec la conception de l'environnement en termes de continuité ou discontinuité. Les sentiers de l'avenir étant multiples, il convient d'explorer autant que possible plusieurs alternatives, afin de ne pas être surpris et de rester démuni. Cette démarche permet de revenir à l'effrayante question sur **"la possibilité de disposer d'un ensemble exhaustif de principes et règles acceptables et celle de pouvoir en faire respecter l'application stricte"**. Cette question est au passage au centre de la philosophie morale et de toutes les réflexions sur la morale, de Ciceron (*ta ethica*) à Marcel Gaucher (le désenchantement du monde), en passant par Platon, Spinoza, Hobbes, Moore, Bentham, Hegel, Weber, Nietzsche, Marx et tant d'autres. Les réponses à cette question déterminent celles qu'on pourrait apporter aux questions, certes fondamentales pour la prospective mais moins structurante qui sont examinées dans les sous sections suivantes. Laissant la discussion sur cette question aux spécialistes de la philosophie morale et politique, on se contentera plus prosaïquement d'évoquer ici quatre incertitudes critiques de ce début de 3^e Millénaire : les perspectives en matière de réduction des inégalités, la possibilité de rénover l'ONU afin de mettre l'organisation au service de ses membres, le sort de l'humanité et l'impact de la révolution technoscientifique.

Graphiques 3 : Principales étapes de la construction de l'échelle des réponses aux exigences majeures



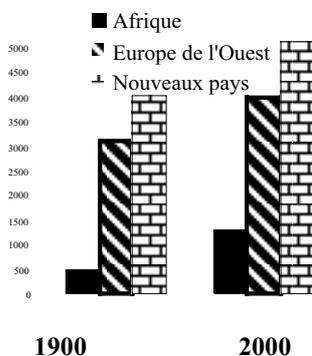
Source : Sams Dine Sy (2002) ; adapté de sources variées

Le développement mondial inégal mais à quel prix ?

L'analyse de l'ampleur des inégalités entre les individus et entre les nations a fait des progrès considérables au point que le thème occupe aujourd'hui une place centrale dans tout sommet mondial qui se respecte (Graphiques 4 et 5). Après les chercheurs, dont les efforts ont permis de dynamiser une réflexion sur le développement qui était à bout de souffle entre les années 60 et 80, ce sont les dirigeants mondiaux qui dénoncent avec une grande vigueur le sort des 1,2 et 2,8 milliards d'habitants qui vivent respectivement avec moins de 1 et 2 dollars US. Le sort des personnes (environ 2,5 milliards) en majorité des femmes, qui souffrent de malnutrition et d'une mauvaise santé à cause du manque d'éducation et d'eau potable suscite la compassion. L'émotion mondiale est même en passe d'être le processus déclenchant d'une réforme globale du système international, comme l'ont été les deux guerres mondiales pour la SDN et l'ONU.

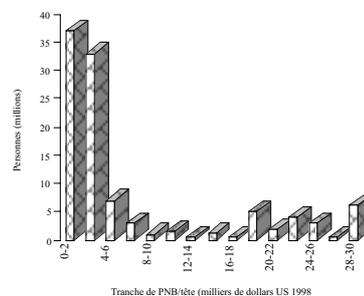
Mais c'est dans une perspective dynamique que l'ampleur des inégalités apparaît dans toute sa gravité. En effet, s'il convient de reconnaître que la proportion de personnes vivant dans l'extrême pauvreté a certes décliné dans le monde de 29 à 24 % entre 1990 et 1998, sauf en Asie et en Afrique, il faut admettre aussi que pour ce continent, le PIB (\$/h) en 2000 est 19 fois, inférieur à celui des autres régions en 1900.

Graphique 4 : les inégalités entre régions



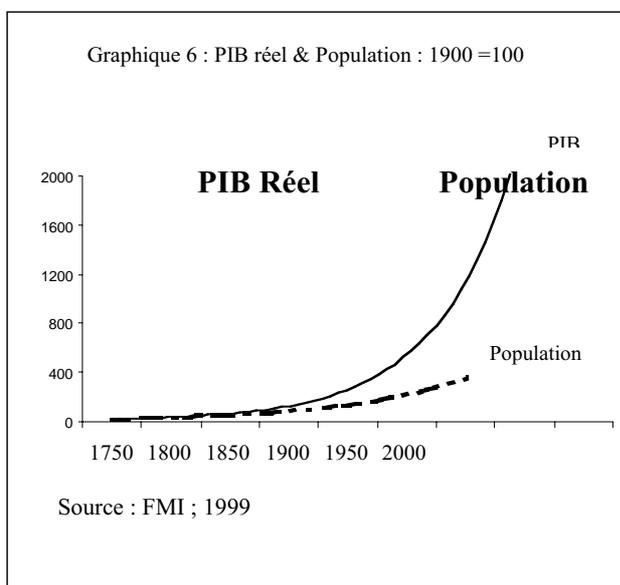
Source : FMI ; 1999

Graphique 5 : Les inégalités par tranche de PNB



Tranche de PNB/tête (milliers de dollars US) 1998

Graphique 6 : PIB réel & Population : 1900 = 100



Source : FMI ; 1999

Alors qu'au XIXe siècle, le PIB réel mondial évolue au même rythme que la population mondiale, il se produit un phénomène de découplage à partir de 1900, lequel prend une allure exponentielle après les années 50 (Graphique 6). Une "nouvelle économie" se met en place, dans laquelle, la croissance apparaît comme un processus moins segmenté en cycles et moins marqué par des ruptures déterministes que celle des siècles précédents. Les analyses mettent l'accent sur sa tendance stochastique - aléatoire - soumise à l'influence de multiples chocs dont la persistance à long terme - positive ou négative - permet de mieux évaluer la contribution des différents facteurs, secteurs et acteurs à la croissance ou à la récession.

Le rôle moteur de l'épargne, de la productivité et surtout de l'investissement dans toutes les formes de capital est souligné dans des proportions diverses : 60-70 % pour le capital physique, 10-30 % pour le

capital technologique, public, humain et social, dont l'éducation et 10-20 % pour l'amélioration de la PTF. Le lien est mis aussi en évidence avec des grappes majeures d'innovation et les mécanismes de leur adoption/diffusion. Le consensus est établi que la stabilité macro-économique, la solidité du système politique, institutionnel et financier et l'ouverture sur l'extérieur figurent parmi les principaux déterminants de la croissance. La diminution du poids de l'agriculture au profit des services, l'augmentation de la contribution du secteur privé mais aussi du poids de l'Etat sont aussi à signaler.

Des mécanismes de convergence vers deux sommets jumeaux sont aussi à l'œuvre, entre le club des pays riches et rapides et le club des pays pauvres à la traîne. L'expansion des uns et la marginalisation des autres sont présentées comme les deux faces d'un même processus. Quand les revenus et le bien être des uns augmentent, les autres restent enfermés dans le piège de l'endettement, la trappe de la pauvreté et la logique assistantiel à travers la réduction de la dette et de la pauvreté et l'augmentation de l'aide publique, sociale et locale. Telle est la logique dans laquelle l'Afrique s'est laissée enfermer.

La gouvernance globale est-elle possible ?

La mise en place de l'ONU a permis d'introduire dans le système mondial, les principes universels de justice et d'équilibre entre les peuples des nations. Cependant l'organisation est par nature, fondamentalement régie par le principe hégémonique, en continuité avec ce qu'était le système au début du XXe siècle. Le Sommet du Millénaire de l'ONU en 1999 s'est donné pour objectif de rénover l'organisation autour de nouveaux principes (Tableau 2). L'ONU entérine de fait le principe hiérarchique favorable à l'extension des ambitions des grandes puissances à l'échelle mondiale tout en laissant le champ libre à la compétition pour le partage de l'espace (la

terre, la mer et le ciel), l'accès aux ressources financières, aux marchés des produits de base de produits industriels et de main d'œuvre qualifiée. Il en résulte le système économique tripolaire avec les Etats Unis, L'Europe et le Japon.

La Charte (1942)	La Déclaration du Millénaire (2000)
égalité	liberté
respect des obligations	égalité
règlement pacifique des différends	solidarité
interdiction de recourir à la menace ou à l'emploi de la force mutuelle assistance	tolérance
universalité des principes	respect de la nature
interdiction d'intervenir dans les affaires nationales	partage de responsabilité

La structure des déséquilibres financiers à l'échelle mondiale, est à l'origine des crises financières et de la dévalorisation continue des matières premières. La persistance de ces déséquilibres constitue une menace sur les relations internationales et un obstacle à l'édification d'un système mondial polycentrique, juste et équilibré. Les conditions d'accès à l'aide publique extérieure et aux financements concessionnels en sont la conséquence en ce qu'elles permettent d'établir une distinction entre les pays riches donateurs et les autres qualifiés de pays pauvres, moins avancés à faible revenu, à la traîne, endettés, à revenu intermédiaire, émergents, en transition. La persistance de ces déséquilibres financiers rend quasi-impossible, dans l'état actuel de l'architecture monétaire et financière internationale, l'organisation d'un système global de transfert de ressources en direction des pays pauvres et de l'Afrique en particulier, en s'inspirant du Plan Marshall pour l'Europe. Tant que les déséquilibres financiers des pays industrialisés dont ceux des Etats Unis persisteront, l'action internationale en faveur du développement de l'Afrique sera une source de déception. Le couple de l'aide/dette publique extérieure en est le résidu et l'unique proposition qui est fait aux pays pauvres. L'abandon du régime de gouvernance mondiale hégémonique constitue à cet égard, un préalable pour sortir du cercle vicieux.

La rénovation du système issue des accords de Bretton Woods est à l'ordre du jour de la communauté internationale depuis le début des années 1970. Tout le monde s'accorde aujourd'hui sur cette nécessité. Les rapports et études se multiplient et expriment des positions extrêmes qui vont de leur suppression pure et simple, au renforcement de leur rôle en passant par leur décentralisation au niveau régional. Les tentatives de réforme ont jusqu'ici porté sur le renforcement du pouvoir de régulation financière (prêteur en dernier ressort pour le FMI) et de protection des investissements, avec la mise en place d'un accord de stabilité financière ou du projet d'Agence Multilatérale des Investissements. Ces tentatives apparaissent de plus en plus pour ce qu'elles sont : des instruments de préservation du statu quo actuel dans le système de coopération internationale, qui fonctionne sur des bases anti-démocratiques.

	1971-2000	1971-1980	1981-1990	1991-2000
Afrique	0.33	0.20	0.51	0.67
Asie	0.15	0.03	0.57	-0.04
Exportateurs de fuel	0.32	0.41	-0.06	0.27
Exportateurs de produits primaires	0.07	0.07	0.08	0.21
PED	0.45	0.52	0.62	0.10

Source FMI ; 2001

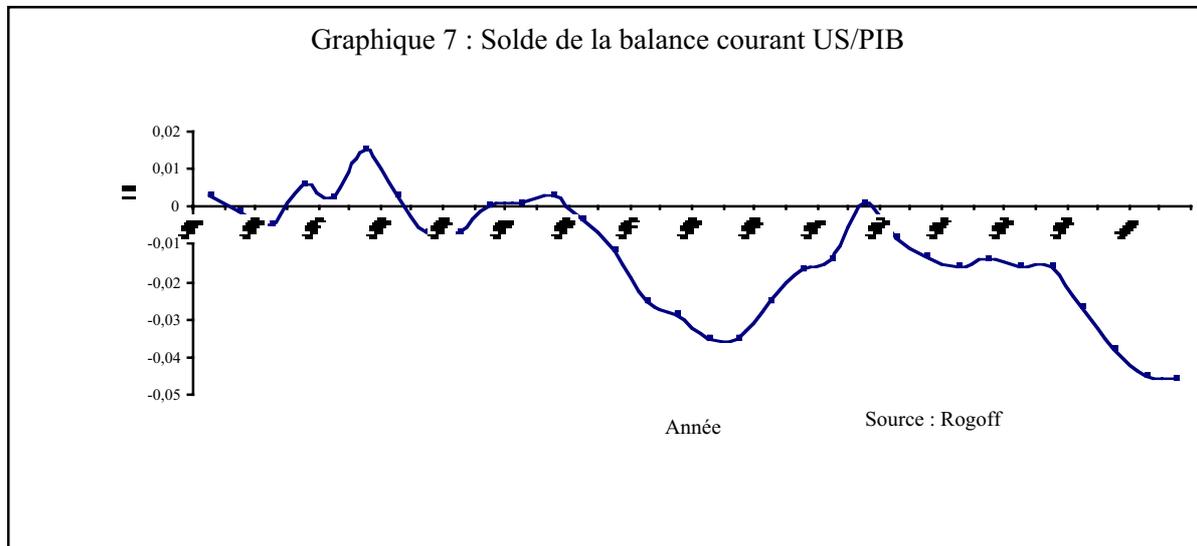
La politique du *benign neglect* que la première puissance mondiale met en œuvre est une négation du principe de responsabilité internationale des politiques nationales. Elle a, pour résultat, d'accélérer le processus de globalisation/*dollarisation* de l'économie mondiale et de reporter la charge des ajustements - notamment des taux de change - sur les autres pays en les faisant financer les déficits publics

américains.

Le ralentissement de l'économie mondiale, accentué par celui des pays du G7 et de l'économie américaine affecte l'Afrique et en particulier les pays producteurs de pétrole dans des proportions encore inconnues il y a seulement deux décennies : du simple au triple (tableau 3). Il est largement admis qu'une aggravation subite du déficit du compte courant américain au-delà de 4.4 % du PIB aurait des conséquences imprévisibles sur l'économie mondiale (Graphique 7).

N'importe quel événement peut contribuer au crash américain qui peut être brutale ou ralenti :

- Redressement de la Zone Euro ;
- Crack boursier ;
- Retour ou aggravation brutale des pandémies
- Coalition de plusieurs Etats dits voyous
- Intensification des désastres climatiques.



Une réforme en profondeur de la gouvernance mondiale est d'autant plus nécessaire, que des ruptures apparaissent, sous l'influence de plusieurs facteurs. Parmi les plus spectaculaires, figurent :

- l'augmentation continue du nombre d'Etats indépendants et membres de l'ONU et l'accroissement concomitant des inégalités entre eux ; de 51 en 1942, ce nombre est passé à 188 en 1999 et depuis les années 60, ce nombre est passé de 3 à 54 pour les pays africains ;
- l'approfondissement du mandat de l'ONU et son extension à des domaines comme le développement, la coopération ; les droits de l'homme, l'intervention humanitaire, jusqu'ici réservés aux grandes puissances ;
- la mise en place d'un cadre favorable à l'émergence d'un nouvel ordre mondial ;
- la transformation des conditions d'exercice de la souveraineté et de la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- la banalisation des crimes d'Etats, caractérisés par des expulsions massives et des destructions physiques de personnes innocentes.

Ces ruptures privent le système mondial hégémonique de toute légitimité et viabilité et fondent les différents projets de réformes qui s'affrontent depuis la chute du mur de Berlin. Mais en dépit de l'existence d'un accord sur la nécessité de réguler le système international le Conseil de sécurité et le G8 continuent de remplir, dans des conditions floues, cette fonction.

Les fondements de la rénovation de la gouvernance mondiale ne sont pas seulement juridiques et géopolitiques, car d'autres exigences majeures du XXIe siècle, l'imposent : le développement durable ; la réduction des inégalités ; la lutte contre les pandémies ; l'organisation des relations entre les individus, les collectivités, l'Etat et les entreprises ; la régulation de la mondialisation ; la responsabilisation des acteurs sociaux, dont les femmes et les jeunes ; l'usage des applications scientifiques et technologiques au service des citoyens.

L'humanité en quête d'un nouveau paradigme

L'aboutissement des efforts de construction progressive de l'humanité et du droit humain qui l'accompagne constitue aussi un autre facteur d'incertitude, car l'enjeu n'est rien d'autre que la création des conditions d'une justice universelle et de la mise en place d'institutions judiciaires supranationales. La qualification des crimes contre l'humanité enregistre des progrès. Sont particulièrement visées, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Tel était l'objet du Sommet mondial organisé par l'ONU à Durban en 2001.

Parmi les comportements, qui pourraient faire l'objet d'un traitement identique figure, ce qui constitue aux yeux de l'Afrique le plus grand des crimes contre l'humanité, par sa durée, son ampleur et ses motivations *an-humaines* : l'esclavage, la traite négrière, la colonisation et toutes les formes postérieures de dévalorisation du

continent. D'autres comportements méritent aussi la qualification de délits internationaux passibles de sanctions. Il s'agit entre autres :

- des atteintes à l'espèce humaine et à la terre ;
- du pillage systématique des ressources d'un pays d'une région, à l'occasion de conflits ;
- de la corruption et du blanchiment d'argent sale ;
- des détournements des fonds publics ;
- du travail des enfants et du commerce humain en général ;
- de la dégradation de biens publics globaux comme l'environnement, la santé, la connaissance, la paix, la sécurité ;
- du non-respect des règles et conventions internationales.

Les sociétés civiles jouent un rôle majeur dans le processus d'édification d'une justice universelle et de transformation de la globalisation une force positive. Leur mobilisation coordonnée permet de faire avancer certaines causes :

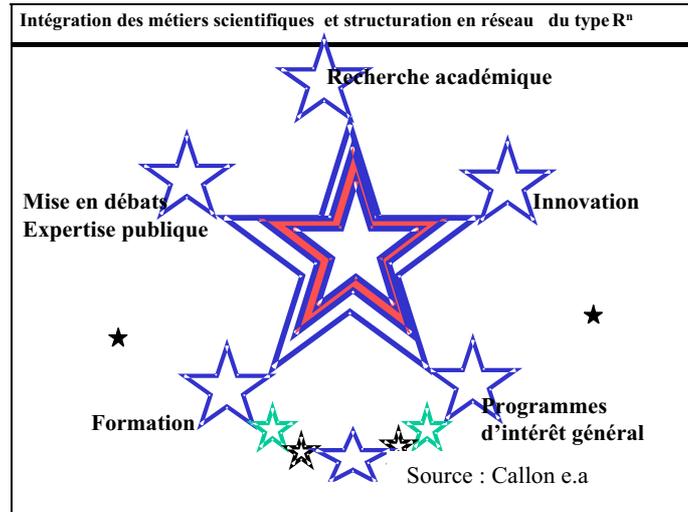
- la lutte contre la corruption et la promotion de systèmes nationaux d'intégrité ;
- la régulation/taxation des flux financiers spéculatifs et l'annulation de la dette ;
- la protection de l'environnement ;
- la promotion d'un fonds mondial pour l'investissement dans les PMA, en réponse au projet d'Agence Multilatérale des Investissements dont le but avoué était de consacrer le triomphe des entreprises -réseaux sur les Etats ;
- la diffusion de principes favorables à une gouvernance plus humaine parce que rejetant l'usage par l'Etat de la violence et de la terreur.

Mais la pression de la société civile et de l'ONU ne suffit pas, tant que les Etats n'adhèreront pas massivement à ces nouveaux principes. Les efforts de contestations contre la forme actuelle de globalisation négative par la société civile, les ONG de droits de l'homme et de l'intervention humanitaire, constituent une opportunité pour faire entendre la voix de l'Afrique et créer les conditions de la réparation par la compensation de la traite négrière, de l'esclavage, de la colonisation et de leurs formes ultérieures. Des obstacles considérables se dressent encore devant la reconnaissance des apports de l'Afrique au monde, notamment la persistance de comportements hégémoniques qui se manifestent à l'intérieur même du Système des Nations Unies. Le demi-succès du Sommet mondial de Durban appelle à redoubler les efforts pour les éliminer.

La science : un fossé permanent des connaissances ?

La guerre froide - qualifiée aussi de guerre entre les scientifiques - a stimulé la recherche scientifique et technologique. Il en a résulté, surtout depuis le dernier quart de siècle, des vagues technoscientifiques, sous l'impulsion de la recherche fondamentale et les sciences de transfert dans plusieurs disciplines, entre autres, la biologie moléculaire, la physique des particules, les mathématiques, la cosmologie, la sismologie, les neurosciences, la paléontologie. Le progrès foudroyant réalisé en particulier dans le domaine de la science de l'espace permet à ce dernier d'acquérir une importance stratégique. Alors qu'avec la seconde guerre mondiale, il était apparu que l'air unifiait la stratégie, depuis l'avènement des lanceurs spatiaux et des satellites, l'espace intervient dans toutes ses composantes, tant militaire que civile. Sa maîtrise devient un attribut de la puissance.

Graphique 8 : La rose des vents de la recherche scientifique



Les métiers des scientifiques sont en complète évolution sous l'effet de l'explosion technoscientifique. Au modèle linéaire séparant les activités en recherche fondamentale et recherche appliquée, succède un autre modèle qui met en valeur les interactions dans la production des connaissances certifiées, l'innovation, la mise en œuvre de programme d'intérêt général (technologique, stratégique, économique, social, politique, écologique, éducatif...), la formation et la vulgarisation scientifique. Ce modèle est applicable aussi bien aux sciences dures qu'aux sciences qui le seraient moins. La performance d'un programme se mesurant à l'aune des retombées dans les autres domaines, la conduite de chacune de ces activités revêt une importance particulière pour les autres et l'ensemble du système de recherche, dans processus continu de valorisation des résultats et des compétences mais aussi de rapprochement du scientifique et du guerrier, pour reprendre l'expression de J.J. Salomon.

Il est indéniable que par le passé, les efforts des scientifiques et des ingénieurs avaient été canalisés en direction de paradigmes scientifiques et techniques, qui bien que qualifiée de « naturelles » ont fini par les rendre aveugles aux préoccupations des régions périphériques comme l'Afrique. Aussi, les régions et les secteurs économiques doivent s'adapter en fonction de leurs capacités à exploiter les retombées de la recherche du fait de :

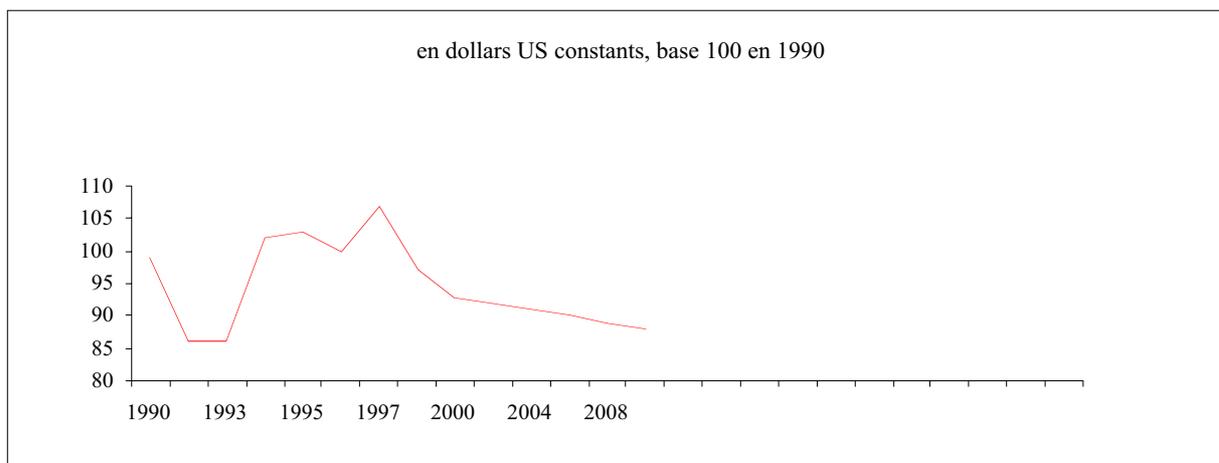
- l'importance des rendements croissants d'adoption, à travers le processus d'apprentissage par l'usage ;
- l'importance des externalités de réseau à cause de l'irréversibilité du processus d'adoption
- l'importance des effets de verrou (*lock in*) qui renforce le caractère quasi-inexpugnable d'une technoscience dominante.

Les régions du bloc de la Triade, qui disposent de plus grandes aptitudes, tendent vers l'autosuffisance. A contrario, l'Afrique est structurellement dépendante. La dévalorisation des matières premières renforce cette dépendance (Graphique 9). Le fossé scientifique et technologique se double de disparités dans les capacités de diffusion des résultats et de transferts des connaissances vers l'industrie et la société. A quoi s'ajoutent des disparités encore plus importantes entre les niveaux de productivité et d'éducation.

La fin de la guerre froide, augurait d'un changement de contexte permettant enfin de s'attaquer à des problèmes qui étaient passés au second plan, comme les inégalités, la pauvreté, le changement climatique. D'autant plus qu'un nouveau cycle de croissance longue était annoncé depuis le milieu des années 90, pour une période de 20 à 30 ans. Mais force est de constater que le nouveau cycle de croissance tirée par les technosciences et en particulier par la révolution numérique et génétique et la révolution de la connaissance, creuse pour l'instant un fossé que l'Afrique n'est pas en mesure de combler toute seule.

En fait, l'explosion technoscientifique remet en cause tous les piliers sur lesquels reposait l'ordre mondial qui a été patiemment mis en place au cours des siècles précédent. Les contours du nouvel ordre mondial qui en sortira, constitue encore un sujet de controverse. La mesure dans laquelle l'Afrique, à travers ses scientifiques, sera un acteur de cette remise en cause reste encore du domaine de l'inconnu, leurs activités étant largement enchâssées dans des visions qui renforce l'inertie quand elles ne les poussent pas à l'exil.

Graphique 9 : L'érosion du prix des matières premières (source : IFRI)



3. La situation actuelle : Guerre contre la pauvreté ou contre le terrorisme ?

Le parallèle est saisissant entre, d'une part l'Afrique qui subit tous les inconvénients de la globalisation dans sa forme actuelle et d'autre part, les Etats-Unis qui en tirent tous les bénéfices, comme si la situation de ces deux ensembles représentait les deux aspects d'un même problème global et le principal défi du XXI^e siècle. Cependant la réponse à ce problème global est envisagée d'un point de vue parcellaire. Pour l'Afrique, la dernière trouvaille des Institutions internationales est la guerre contre la pauvreté qui nécessite la mise en place d'un Nouveau Partenariat pour l'Afrique, tandis que pour éviter l'effondrement de l'économie américaine et du dollar, ce pays a mis en place une Coalition mondiale contre le terrorisme.

Le NEPAD est l'aboutissement d'un long processus qui a débuté en 1997 avec l'étude de l'OCDE sur le monde en 2020. La vision pour l'Afrique qui avait été déterminée à cet époque a fait l'objet d'une appropriation progressive avant de déboucher sur la mise en place d'un partenariat pour sa mise en œuvre. La démarche adoptée soulève néanmoins bien des interrogations. Le document adopte une perspective sectorielle qui suppose que la stratégie globale de développement de l'Afrique est déjà déterminée et qu'il ne reste plus qu'à évaluer les problèmes d'allocation des ressources à mobiliser. Dans ce cas, on devrait se contenter des projections semestrielles du FMI en ce qui concerne les flux financiers à destination de l'Afrique qui fournissent des indications claires sur les limites du NEPAD. Il n'en faut pas moins pour exacerber les problèmes de positionnement des pays afin d'être aux premières loges au moment de la distribution des ressources.

En fait, il y a peu de chance que le rattrapage de l'Afrique (le *catching up* qui est en est le concept de base) puisse se produire à la suite d'une plus grande ouverture des marchés comme le suggère le NEPAD et le G8. Aucune théorie du commerce international n'a réussi, jusqu'ici à mettre en évidence de manière convaincante, l'existence d'interactions positives entre l'ouverture des marchés et la réduction des inégalités et de la pauvreté à l'échelle mondiale. Les évidences suggèrent même le contraire. Aussi, le volume des ressources à allouer à l'Afrique par les bailleurs de fonds ne sera jamais relié à l'évaluation des besoins découlant de la réalisation du marché ouvert à l'échelle mondiale. En outre, plus ces ressources deviennent importantes, plus ils risquent de recréer une nouvelle forme de dépendance. On peut dès lors se poser des questions sur l'impact probable du NEPAD sur la réduction des inégalités entre l'Afrique et le reste du monde et sur la performance africaine dans une économie mondialisée.

Le sens donné au concept d'appropriation ainsi que le contenu de la notion de partenariat, devraient être soumis à un examen critique.

L'appropriation du NEPAD par les Gouvernements africains concerne aussi bien les bénéfices que les coûts. Ce processus peut se traduire par :

- la possibilité d'utiliser des ressources financières sous son propre contrôle mais en supportant le fardeau des intérêts et du remboursement
- le prestige attaché à la participation aux réunions du G8 à condition d'accepter les règles du jeu, les règles et les rites (stabilisation, dévolution, dollarisation)
- la mise en œuvre de programmes régionaux jugés d'autant plus crédibles qu'ils deviennent la propriété des individus, des entreprises et des collectivités à l'intérieur des pays africains.

Or les Gouvernements africains ne sont ni en mesure de s'endetter davantage, ni prêts à supporter les coûts d'une participation active aux réunions du G8, pas plus qu'ils ne disposent de programmes dont la mise œuvre peut être envisagée.

En ce qui concerne la notion de partenariat, on peut s'interroger sur ce qu'il a y lieu d'en attendre, dans un contexte marqué par l'hégémonisme explicite des Etats-Unis qui se traduit par des décisions unilatérales et isolationnistes. Le sentiment d'appartenance à un monde commun est considérablement réduit du fait d'un pays à qui le système mondial permet tout, ce qui le rend encore plus hégémonique, c'est-à-dire plus tolérant aux décisions politiques et des scandales économiques et financiers américains, plus indifférent à l'expansion des inégalités et de la pauvreté et à la dérive de l'Afrique et entièrement libre de désigner puis de réprimer toute menace réelle, virtuelle, fictive contre ses intérêts vitaux et de confondre ces derniers avec ceux du monde et de l'humanité.

Le NEPAD s'inscrit dans une approche conventionnelle du partenariat et dans le meilleur des cas, dans une approche institutionnelle dont la *réunionite* constitue le signe le plus visible. Ceci est tout à fait à l'opposé d'un partenariat opérationnel, orienté vers la satisfaction des populations, qui nécessite aussi une définition plus rigoureuse des obligations et responsabilités des uns et des autres avec pour effet immédiat, la création au niveau du terrain d'un mécanisme impliquant directement les acteurs sociaux.

Le NEPAD aurait gagné en crédibilité en tirant d'abord les enseignements du Partenariat pour le Renforcement des Capacités en Afrique, qui avait été lancé en grande pompe au cours des années 90. En tout état de cause, un partenariat véritable autour d'un programme défini par les Africains devra nécessairement intégrer les conditions-cadres qui permettent à la fois d'accroître les flux financiers à destination de l'Afrique et de réorganiser les modalités d'accès et les circuits de transfert, à savoir :

- l'abandon du régime de la gouvernance mondiale soumis au principe hégémonique ;
- la réparation de la dette historique du monde occidental vis-à-vis de l'Afrique ;
- la réforme de l'architecture financière internationale afin de découpler la fonction financière de la fonction de régulation et de surveillance, conçue de manière plus élargie ;
- la soumission de tous les pays aux mêmes conditions macro-économiques et structurelles ;
- l'identification du potentiel de croissance de toutes les régions du monde ;
- l'existence d'une forte capacité institutionnelle de coordination et de régulation au niveau continental.

Le lien entre les deux ennemis stratégiques que sont la pauvreté et le terrorisme est fait au nom de l'hypothèse selon laquelle la pauvreté nourrit le terrorisme lequel recrute ses « bombes volantes » parmi les pauvres. Otages de terroristes et des antiterroristes, les pauvres sont deux fois la cible rémunératrice d'une guerre sans merci dont ils subissent les dommages collatéraux. Dès lors il n'est pas étonnant que les Etats ou réseaux traités de parias voient dans le NEPAD, un instrument destiné à faire de l'Afrique une région tampon (*gate keeper*) à la solde des intérêts des Etats-Unis et du G8 ôtant ainsi toute crédibilité à ce programme.

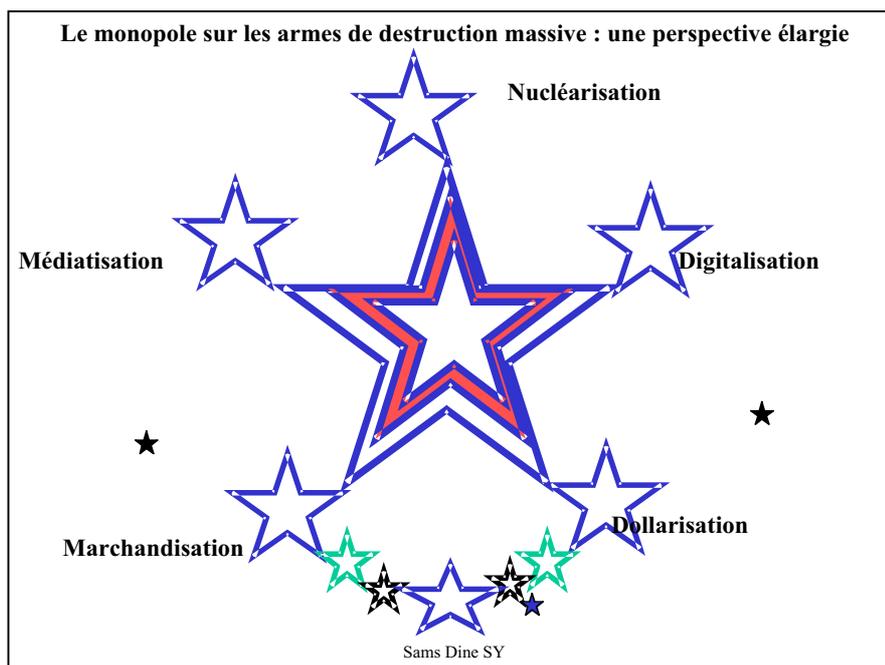
Suite aux attaques terroristes du 11 septembre, les Etats-Unis ripostent en mettant en place la coalition mondiale contre le terrorisme et en se dotant d'une capacité d'action globale face à des menaces asymétriques et d'une manière générale des problèmes complexes. La Révolution des Affaires Militaires (RMA) est en marche, mais à l'échelle mondiale. Les principaux monopoles qui assuraient la domination des Etats-Unis sont mobilisés maintenant comme autant d'armes de destruction massive destinées à prévenir, surveiller, punir, dissuader, discréditer ou tranquilliser selon le cas. Sur le terrain militaro-technologique, il s'agit de démontrer l'avance américaine dans certaines niches technologiques vitales comme l'espace, les senseurs, les capteurs, les frappes de précision, les technologies furtives, les biotechnologies, les technologies multimédias et les nanostructures.

Un processus sans précédent de nucléarisation, de digitalisation et d'interconnexion des forces militaires et des réseaux stratégiques est en train d'émerger des décombres des réseaux comme Echelon et des systèmes d'armes comme ceux qui sont issus de la guerre froide. La remise à plat du dispositif stratégique qui assurait le leadership mondial des Etats Unis et leur rôle de précurseur technologique, est en cours. Parallèlement la globalisation des marchés, de l'accès aux ressources de la planète et des règles du jeu économique connaît une poussée sans précédent à la suite de mesures prises pour donner aux entreprises américaines des marges de manœuvre plus importantes. La « customersiation » des esprits par les médias rendent plus malléables et plus consentants les décideurs et les consommateurs.

Sur le terrain monétaire, la réaction a été aussi prompte qu'efficace, du moins à court terme. On se souvient que dès le lendemain des attaques, les principales places boursières qui concentrent en leur sein l'essentiel des transactions sur le dollar ont été fermées et les cotations suspendues sur les différents marchés. Les Gouverneurs des principales banques centrales, les dirigeants des grandes salles des marchés et des grandes banques avaient "délégué" leur pouvoir aux responsables politiques américains durant le plus long week-end du système financier mondial. Que s'est-il donc passé sur ce quasi-marché financier entre acteurs politiques, loin des regards des autres acteurs et régions du monde ? Quels arbitrages, ont été réalisés ? Toujours est-il qu'à la réouverture des marchés, le dollar n'a pas atterri et l'économie américaine ne s'est pas effondrée. Mieux la dollarisation des économies nationales dont les méfaits sont pourtant bien connus 'a pas subi de pause. Quel a été le prix payé pour assurer ce sauvetage ? Nul n'est encore en mesure de le préciser, même si des signaux apparaissent çà et là pour indiquer à quel point la facture a été lourde et que sans doute, l'objectif de préserver le sanctuaire du G7 sera atteint, quitte à faire payer le reste du monde comme d'habitude, cette fois-ci sous couvert de coalition globale contre le terrorisme.

Par rapport aux attentats du 11 Septembre, l'Afrique a réagi pour préserver les acquis du Sommet de Gênes, face à des bailleurs de fonds tentés de durcir les conditions d'accès à l'aide extérieure en situation de tensions internationales et de menaces asymétriques. Anticipant le durcissement des conditionnalités, les Gouvernements africains se sont inscrits d'emblée dans la Coalition mondiale contre le Terrorisme, dont l'enjeu et les cibles restent assez éloignés des exigences majeures de l'Afrique. La perspective qui faisait du terrorisme et de la violence, le trait marquant du 2^e millénaire au détriment, principalement de l'Afrique et des populations civiles dépourvues de tous moyens de défense, est pour l'instant, mise au second plan. A la faveur d'une confusion entre les causes et les effets, une autre conception finit par s'imposer : celle qui fait du terrorisme initié par les *Rogue States* contre le monde occidental et ses symboles, une conséquence de la globalisation technologique et financière, associée à la situation au Proche-Orient et à l'existence de poches de non-droit dans le monde.

Graphique 10 : La rose des vents des monopoles de la destruction massive



4. Esquisse de scénarios globaux

Faire entrer au cours de ce Millénaire, l'éthique et la politique dans l'économie mondialisée relève du domaine du possible (Tableau 4). Mais ce n'est qu'une possibilité parmi d'autres. L'important en la matière est moins d'évaluer la probabilité d'occurrence de tel ou tel scénario que de déterminer la vision qui permet de prendre en charge leurs implications éventuelles. Cette vision ne concerne pas seulement le changement des règles du jeu de la globalisation en libérant le politique et le social de la tyrannie de l'économie, mais aussi un changement des règles régissant les rapports entre les populations des différentes régions du monde et au sein de ces régions.

Fondamentalement, cette vision devrait amener progressivement une composante de l'humanité à renoncer à l'usage de la violence et de la terreur contre toute autre composante. La formulation de cette vision devrait constituer l'essentiel de l'agenda du programme PEKEA conçu comme un programme dans lequel la recherche prospective constitue une dimension transversale au même titre que les autres dimensions.

Tableau 4 : Les scénarios globaux à l'horizon du premier siècle du 3^e Millénaire

Questions et Mots clés	- Respect des principes et application stricte des règles +		
Titre du scénario	LE SCENARIO L'ÉCONOMIE MONDIALE RÉGIONALISÉE	LE SCENARIO L'ECONOMIE MONDIALE ADMINISTRÉE	+ Exhaustivité des principes et des règles -
Type d'inégalités	Technologiques	Economiques	
Configuration du système mondial	Système hégémonique Atrophie de l'ONU, sans remise en cause fondamentale	Système hiérarchique Statu quo autour de la Traide/G3/G8 avec des dérogations au cas par cas pour faire face à des crises mondiales	
Principe de gouvernance	Basés sur la distribution des connaissances	Basé sur l'information financière	
Perspectives scientifiques	Poursuite de l'explosion technoscientifique	Marché global du savoir	
Base stratégique des décisions	Approche technique/instrumentale	Approche pragmatique /économique	
Types d'activités	Activités d'entreprises	Activités administrées	
Observations	<i>Dans ce scénario, les régions périphériques comme l'Afrique se pensent progressivement comme région du monde. Mais des régions entièrement dominée par la Triade</i>	<i>Dans ce scénario, les régions exclus n'existent que par les menaces qui pèsent sur leurs populations</i>	
Titre	LE SCENARIO DE L'ÉCONOMIE MONDIALE SÉCLATÉE	LE SCENARIO DE L'ÉCONOMIE MONDIALISÉE	+ Exhaustivité des principes et des règles -
Type d'inégalités	Sociales	Relationnelles	
Configuration du système mondial	Système néo-libéral (dollarisé) Une Agence de régulation pour coiffer l'ONU et gérer la sécurité globale et les conflits asymétriques	Système polycentrique Nouvelles modalités d'intervention et remise en cause du Système des N.U. tel qu'il est	
Principe de gouvernance	Tyranie des sondages d'opinion	Auto-organisation	
Perspectives scientifiques	Complexe militaro-scientifique	Science libre	
Base stratégique des décisions	Approche impériale/unilatérale	Approche politique/éthique	
Types d'activités	Activités individuelles/familiales	Unités actives	
Observations	<i>Dans ce scénario, les puissances industrielles, financières et militaires négligent tout le reste. Des régions entières sont considérées comme des entités non gouvernables dont la gestion de leurs composantes est privatisée</i>	<i>Dans ce scénario, un changement de paradigme à l'échelle mondiale se confirme. L'impulsion éthique et politique permet d'envisager une meilleure répartition des coûts et des avantages de la croissance</i>	

Quelques références bibliographiques, pour aller plus loin:

- Amin S. : L'idéologie et la pensée sociale ; CODESRIA; 1994
- Arcade J : Mettre en scène des futurs inédits ; TRP n° 11 2000
- Atlan H : L'émergence du nouveau et du sens ; in "L'auto-organisation" ; Colloque de Cérisy ;Seuil; 1983
- Boyer R e.a. : Analyse de la croissance américaine séculaire américaine; CEPREMAP/CGP . 1990
- Callon e.a : La gestion stratégique de la recherche ; Economica ; 1994
- Chavassus B : Prevention, precaution, consumer involvement ; OCDE conférence on OGM ; 2000
- Delmas Marty M : Qui peut punir les crimes contre l'humanité ? Le Monde des Débats ; n° 25, 2001
- DeLong B : The shape of 21th century economic history (site de l'auteur)
- David P : Distribution et expansion de la base de connaissance ; in STI Revue ; n° 16 1996
- Eco U : Kant et l'ornithorinque ; Grasset ; 1999
- Gauchet M. L'éthique : source et praxis ; in Futuribles janvier 2001
- Godet M : Prospective stratégique ; Dunod ; 1997
- Hillman J : La mesure des événements : la proposition 117 de Proclus ; in Science et Conscience ; Stock ; 1980
- Hutmacher W : Ethique, valeurs et citoyennetés à l'école ; Futuribles ; n° 271 ; 2002
- IISS : The Strategic Implications of Terror in the Information Age ; 2001
- IFRI : Ramses ; diverses années
- IMF : The world economy in 20th century ; WEO, 1999
- IMF : World Economic Outlook ; 2001
- Iribarne P d' : Mythe de fondation et anthropologie de l'Occident "moderne" ; in la Production du social "autour de M. Godelier " Colloque de Cerisy , Fayard ;1999
- Lesourne J : Perspectives géopolitiques mondiales; Futuribles n° 269 et 272 ; 2002
- Maddison A : The world economy : a millennial perspective, OECD/DC , 2002
- Merbach H.M : Five concepts of holistic undersatnding ; in Mélanges en l'honneur de J. Lesourne ; Dunod; 2000
- Microsoft : Scénarios de la Net-economie ; Ed Organisation ; 2000
- NIC/ CIA : Global trends 2015 , A Dialogue about the future with Nongovernment experts ; 2000
- NIC/CIA : Patterns of Global Terrorism ; 1999
- OCDE/CAD : Le monde en 2020 ; 1996
- Ricoeur P : La mémoire, l'histoire et l'oubli ; Seuil 2000
- Rogoff K. e.a Perspectives on OECD economic integration ; Harvard university ; 2000
- Sachs J. D.: The Strategic Significance of Global Inequality
- Sy S.D. : L'Université Africaine du 3^e Millénaire : Document de prospective stratégique ; AUA ; 2002
- Sy S. D : Le 3^e millénaire pour l'Afrique : Vision et propositions ; Réunion de restitution des travaux de la Commission Indépendante « Millénaire pour l'Afrique ».; Réunion C.I. d'Abidjan ; BAD, 2001
- Sy S. D : Promouvoir de nouvelles démarches de coopération ; Réunion CI de Cotonou
- Sy S. D : Mettre la science et ses réseaux au service de l'Afrique : Réunion CI/UNU ; Accra ; 2001
- Sy S. D : L'Afrique face au défi de l'Euro et du Dollar, in « Et si l'Afrique refusait le marché » Alternatives Sud - l'Harmattan, 2001
- Sy S. D : Le Monde et l'Afrique au XXI^e siècle : les représentations du futur des Chefs d'Etats africains à travers les discours prononcés au sommet du millénaire; Réunion C.I de Maputo ; 2000
- Sy S. D : Le Monde et l'Afrique au XX^e siècle : une analyse séculaire ; Réunion CI de Dakar ; 1999
- Sy S. D : L'intégration régionale en 2025 , Rapport au Gouvernement du Burkina Faso, 1999
- Sy S. D : La mondialisation : rétrospective et prospective ; PNUD/NLTPS, 1998
- Taguieff P.A. : L'effacement de l'avenir ; Galilée ; 2000
- Tanter R.: Le concept d'«État-paria» in les notes de l'IFRI n° 7, 1998
- UNESCO : Les clés du XXI^e siècle ; Seuil ; 2000
- Viveret P. : Nouveaux facteurs de richesse ; Rapport au Secrétaire d'Etat à l'Economie solidaire ; France ; 2000
- World Bank : Globalization , growth and poverty ; 2001